

## EXTRÊME-NORD/NORD CPS 2024, L'INTERVENTION PORTE SES FRUITS



### FORUM

'SOINS DE SANTE PRIMAIRES ET  
INSTITUTIONNALISATION DE LA  
SANTE COMMUNAUTAIRE

**De la reconnaissance pour  
les Agents de santé commu-  
nautaire**

### Dans ce numéro :

- ▶ Journée Mondiale du moustique, PMI/EVOLVE recherche.....P X
- ▶ L'archivage pour booster la lutte contre le paludisme au Cameroun .....P X
- ▶ Engagement du Cameroun en faveur des soins de santé primaires et de l'institutionnalisation de la santé communautaire .....P X



# "SOINS DE SANTE PRIMAIRES ET L'INSTITUTIONNALISATION DE LA SANTE COMMUNAUTAIRE

## De la reconnaissance pour les Agents de santé communautaire

Le MINSANTE a pris l'initiative d'organiser la première édition du Forum sur les soins de santé primaires et l'institutionnalisation de la santé communautaire au Cameroun. Sous le thème : «Les soins de santé primaires, un pilier essentiel du système de santé camerounais pour 2030», Il a été question de mettre en avant le rôle phare joué ainsi que le travail abattu par les Agents de Santé Communautaire dans le cadre de leur mobilisation contre le Paludisme, le VIH et la Tuberculose...



La participation au forum sur les soins de santé primaire et l'institutionnalisation de la santé communautaire adhère à l'idéal d'un repositionnement judicieux dans l'agenda politique national. Le forum s'inscrit en droite ligne de la volonté du MINSANTE de promouvoir

toutes les interventions de santé communautaire. La lutte contre le paludisme à travers le PNLP, les ONG's Plan Cameroun, Reach Out, SEMBE 1 et SEMBE 2 etc. qui mettent en œuvre la démarche communautaire de la mobilisation contre le paludisme et d'autres maladies (le SIDA et la tuberculose), a bénéficié d'une attention majeure au Forum sur les soins de Santé primaire et la santé Communautaire. Ces protagonistes ont pris l'initiative de se mobiliser avec les autres acteurs d'autres secteurs pour une visibilité accrue des actions de lutte contre le paludisme et d'autres maladies au niveau communautaire. Le PNLP qui a vu en ce forum une opportunité de mettre en avant ses partenaires du volet communautaire et humanitaire de la société civile a donc généreusement pris part à ce village sur la santé.

### Vue des participants au Forum SSP de Yaoundé

Au sortir de l'activité le 21 novembre 2024, lors de la cérémonie de clôture, 05 Agents de Santé Communautaire notamment de l'ONG FIS ont reçu la reconnaissance de leur travail et de l'importance du rôle qu'ils jouent dans la chaîne de la résolution des problèmes de santé. Un geste honorable qui a apporté un vent de joie et d'espoir dans le cœur de ces ASC, qui espéraient voir leur travail davantage reconnu et valorisé.

### Quelques impressions des Agents de Santé Communautaires Polyvalents

Bandolo Virginie: "qu'est-ce que je peux dire? c'est une grande joie, un sentiment de satisfaction de voir déjà tout un forum organisé en faveur des acteurs communautaires que nous sommes aussi. Mais c'est davantage une joie de recevoir un prix de reconnaissance de meilleur ASCp de l'ONG FIS. Nos conditions de travail ne sont pas évidentes, notre métier n'a pas de perspective ni de garanti. Ce serait bien d'envisager cela pour notre bien et pour le bien de la santé communautaire"

Roger Nohpol: " je suis très content de cette reconnaissance. Nous passerons mais elle ne passera pas. Nos enfants, nos familles pourront voir ce que nous avons fait. Je ne peux que encourager et demander que ce soit désormais une activité annuelle, pourquoi pas, afin de véritablement valoriser le travail des ASC et ASCp que nous sommes".



tation des différentes thématiques. Ce fût une opportunité de plaider envers d'autres sectorielles à investir dans les SSP et la santé communautaire et enfin ; l'implication aux panels d'échanges : Plan International Cameroon a participé aux débats portant sur les thématiques diverses.

Le principal résultat a été l'élaboration de la déclaration pour les soins de santé primaire.

A l'occasion du Forum national sur les soins de santé primaires et l'institutionnalisation de la santé communautaire, tenu à Yaoundé du 18 au 21 novembre 2024, le projet SEMBE I qui appuie les interventions sous directives communautaires dans 16 districts de santé de la région avec le concours de 16 OSCDs sous contrat, s'est distingué comme un modèle d'innovation en santé communautaire. cet événement a offert une tribune idéale pour valoriser les réalisations du projet. Le stand de SEMBE I a mis l'accent sur la sensibilisation à l'utilisation des MILDA, la promotion des messages SBC en lien avec la prévention du paludisme et, l'organisation des séances d'information sur la lutte contre le paludisme.

Le forum a également été l'occasion de présenter les progrès réalisés entre 2023 et 2024, ouvrant des perspectives de collaboration avec d'autres acteurs du secteur notamment dans le cadre de la multisectorialité de la lutte.

Grâce au financement PMI/USAID, le projet a assuré la participation à ce grand rendez-vous de certains acteurs de la région de l'Extrême-Nord dont les chefs de districts, les organisations de la société civile (OSCD) et certains staffs de la Délégation de la Santé Publique de la région.

Oumarou NGAMBE

Durant le forum, Plan Cameroun, Sous Récipiendaire Communautaire a activement contribué à la réussite de l'événement à travers les actions de visibilité majeure : production du matériel de visibilité adressant des messages de sensibilisation ; mobilisation et animation du stand avec présentation des documents normatifs sur les Interventions Sous Directive Communautaire (ISDC); échanges avec les visiteurs sur les activités menées; réalisation des Quizz et distribution des gadgets; Accompagnement des Organisations de la Société Civile de district (OSCD) et des Agents de santé Communautaires Polyvalents (ASCp) qui mettent en œuvre les ISDC. 03 OSCD et 15 ASCp ont été mobilisés.

Les OSCD à travers des stands appropriés ont exposé les activités menées en communauté rattachées au le paquet d'offre de soins de santé primaires. Les ASCp ont activement participé à la sensibilisation des participants au forum sur la prévention du paludisme, du VIH et de la TB. Par ailleurs, les ASCp ont assisté et intervenu à plusieurs sessions de présen-

## ENGAGEMENT DU CAMEROUN EN FAVEUR DES SOINS DE SANTÉ PRIMAIRES ET DE L'INSTITUTIONNALISATION DE LA SANTÉ COMMUNAUTAIRE

*Le Cameroun et ses citoyens font face à de nombreux défis dans le secteur de la santé, notamment : (i) un financement insuffisant et non durable pour la santé, (ii) un accès limité à des services de santé équitables et de qualité, (iii) une couverture inadéquate des interventions de santé intégrées à fort impact, (iv) une protection financière faible entraînant des dépenses de santé directes pour les populations, (v) un nombre insuffisant de personnel de santé qualifié et (vi) un manque d'intrants et de fournitures sanitaires essentiels. En outre, les crises sanitaires récurrentes ont exacerbé ces défis existants, mettant à rude épreuve le système de santé, et menaçant la sécurité sanitaire mondiale et nationale. Malgré ces difficultés, des efforts soutenus ont été entrepris par le pays pour renforcer le système de santé, étendre la couverture des services de santé essentiels et assurer le bien-être de la population au Cameroun.*

« Nous, Ministres de la République du Cameroun, Élus de la Nation, Élus locaux, Leaders communautaires, Professionnels de santé, Agents de santé communautaire polyvalents, Représentants des organisations de la société civile, Chercheurs, Partenaires techniques et financiers et Autorités, Secteur privé, Organismes administratifs- ayant pris part au Forum national sur les soins de santé primaires et l'institutionnalisation de la santé communautaire au Cameroun, tenu du 18 au 21 novembre 2024 à Yaoundé, Félicitons le Gouvernement du Cameroun dans son engagement à renforcer son système de santé pour optimiser les SSP y compris la santé communautaire en vue de l'atteinte des ODD et de la réalisation de la CSU.

Reconnaissons que, bien que des progrès aient été réalisés, ils ont été inégaux et qu'il y a encore du travail à faire pour s'assurer que les SSP sont de haute qualité, équitables, abordables et qu'ils atteignent le dernier kilomètre au Cameroun.

Reconnaissons le besoin urgent de donner la priorité aux engagements nationaux qui accélèrent l'institutionnalisation de la santé communautaire et l'amélioration des soins de santé primaires afin d'assurer la bonne santé et le bien-être de la population camerounaise.

Apprécions qu'en investissant dans le renforcement du système de santé y compris les Agents de Santé Communautaire polyvalents et en donnant aux communautés les moyens de s'approprier leur santé et leur bien-être, cela offre un fort retour sur investissement qui peut : catalyser des améliorations transformatrices et durables de la santé des Camerounais, réduire les coûts des soins de santé, augmenter la résilience du système de santé et la sécurité sanitaire, améliorer la productivité, créer des emplois et encourager le développement et la croissance économiques.

Notant l'engagement pris à Abuja en 2001 et réaffirmé à Abidjan en 2023 par les ministres des Finances et de la Santé d'accroître le soutien financier public aux soins de santé primaires et aux soins de santé communautaires dans leurs pays respectifs.

Nous nous engageons à :

Améliorer l'espace fiscal pour les soins de santé primaires et la santé communautaire

1.a) Augmenter l'allocation budgétaire annuelle du gouvernement camerounais pour la santé avec une allocation pour les soins de santé primaires et une ligne budgétaire spécifique pour la santé communautaire.

1.b) Augmenter l'allocation du financement de la santé pour les autorités locales décentralisées, les Districts de Santé et assurer un financement public et privé durable pour les ASC-p en incluant leur rémunération dans les budgets des conseils.

1.c) Utiliser de façon rationnelle les ressources allouées pour plus d'efficacité de la dépense de santé.

2. Renforcer la coordination des parties prenantes pour l'alignement sur les priorités nationales

2.a) Mettre en place et diriger une plateforme de coordination



multisectorielle fonctionnelle afin d'aligner les ressources et de coordonner toutes les parties prenantes autour du programme national sur les soins de santé primaires et la santé communautaire, y compris ses politiques, stratégies, plans et objectifs.

2.b) renforcer les capacités fonctionnelles et managériales des Districts de Santé afin d'assurer une coordination de la mise en œuvre des soins de santé primaires de façon plus efficace.

2.c) Engager les ministères intersectoriels à intégrer les soins de santé primaires et la santé communautaire dans les politiques et plans sectoriels.

3. Optimiser l'environnement politique pour le personnel de santé communautaire

3.a) Approuver le cadre juridique et réglementaire pour accélérer la professionnalisation des ASC-p afin de garantir qu'ils reçoivent un salaire équitable, qu'ils soient qualifiés, supervisés et approvisionnés pour fournir des soins de la plus haute qualité, en tirant parti des outils numériques, dans l'intérêt de chaque communauté.

3.b) Augmenter le nombre d'ASCp de 9 932 à l'objectif national de 25 000 d'ici 2030 pour améliorer l'accès à des services de soins de santé primaires intégrés de haute qualité tout au long du cycle de vie au niveau de la communauté, afin de soutenir la santé publique universelle et la réalisation des objectifs de développement durable.

4. Renforcer la participation communautaire et la gouvernance menée par les communautés

4.a) Investir dans des actions qui autonomisent les communautés et les individus, et engager les leaders communautaires à participer, en tant que co-créateurs, aux solutions visant à améliorer leur santé et leur bien-être.

4.b) Établir des partenariats avec les communautés pour renforcer la gouvernance locale, la redevabilité et plaider en faveur de politiques qui améliorent les services de santé et les services sociaux.

4.c) Assurer la participation active de tous les secteurs jouant un rôle dans le domaine de la santé communautaire, y compris l'allocation de ressources et le suivi.

Toutes les parties prenantes conviennent d'examiner périodiquement les progrès réalisés par rapport à ces engagements et de se réunir à nouveau dans deux ans pour évaluer l'état d'avancement de la déclaration de Yaoundé ».

Fait à Yaoundé, le 21 novembre 20



# LUTTE CONTRE LES MALADIES VECTORIELLES : VERS UNE INTÉGRATION NATIONALE DES DONNÉES DE SURVEILLANCE ENTOMOLOGIQUE

*La surveillance entomologique est un pilier essentiel dans la lutte contre les maladies vectorielles telles que le paludisme, la dengue et la fièvre jaune. Elle permet de suivre les populations de vecteurs, d'identifier les espèces responsables de la transmission des maladies et de détecter les résistances aux insecticides. Ces informations sont cruciales pour l'orientation des stratégies de lutte antivectorielle et l'évaluation de l'impact de ces interventions*



DHIS2

**E**n Afrique, et particulièrement au Cameroun, l'intégration nationale des données de surveillance entomologique est devenue une priorité pour améliorer l'analyse des données entomologiques avec d'autres types de données (climatiques, épidémiologiques...) pour une meilleure prise de décisions. Cette intégration présente plusieurs avantages, notamment l'amélioration

de la réactivité par une réponse plus rapide et plus ciblée aux épidémies, l'optimisation des ressources et la prise de décisions basée sur des évidences. A ce jour, la collecte et l'analyse des données entomologiques au Cameroun sont fragmentées. Les données sont dans la majeure partie des cas recueillies par différentes institutions et projets, sans coordination ni standardisation, ce qui limite l'utilisation efficace des dites données. Pour surmonter ces défis, le Programme national de Lutte contre le paludisme (PNLP), avec l'appui de ses partenaires, a entamé leur processus d'intégration qui devra aboutir à la mise en place d'un système intégré de gestion des données entomologiques. A cet effet, quatre étapes sont essentielles pour y parvenir : la standardisation des protocoles : Développer et adopter des protocoles standardisés pour la collecte, l'analyse et le partage des données entomologiques. Avec

l'appui du partenaire CHAI (Clinton Health Access Initiative), un guide participatif de surveillance entomologique du Cameroun a été élaboré avec la pleine implication des experts du domaine ; la centralisation de la plateforme des données : Créer une plateforme nationale centralisée et accessible aux parties prenantes où toutes les données entomologiques pourront être stockées et analysées. Le DHIS2 (District Health Information Software) a été choisi comme la plateforme de centralisation de ces données. Le module de collecte des données entomologiques utilisées sera celui de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Ce module adaptable aux besoins du pays sera paramétré dans le DHIS2 par les soins des experts de la Cellule des Informations sanitaires (CIS) du ministère de la Santé publique ; le renforcement des capacités : une fois le système fonctionnel, il faudra former les acteurs locaux à l'utilisation des outils de collecte et d'analyse des données ; et la Collaboration interinstitutionnelle : pour le succès de ce projet d'intégration, il est nécessaire d'encourager la collaboration entre les différentes institutions de recherche, les agences de santé publique et les organisations non gouvernementales pour un partage efficace des données entomologiques. La lutte en cours contre les maladies à transmission vectorielles au Cameroun représente une étape cruciale pour renforcer l'intégration nationale des données de notre surveillance entomologique. La plateforme de collecte fonctionnelle devra connaître d'ici le premier semestre 2025, une avancée majeure dans notre pays.

*Dr TABUE Raymond, PhD-Entomologiste Médical, CULIV, PNL*

## RBM SBC TECHNICAL WORKING GROUP 2024 LE CAMEROUN BIEN REPRESENTÉ

*Comme chaque année, le Cameroun a pris part du 11 au 13 Septembre à Nairobi à la Réunion Annuelle du Groupe Technique Changement Social et Comportement (GT-CSC) du Comité Roll Back Malaria, une plateforme technique qui réunit les professionnels de la communication pour le Changement Social et de Comportement. Fidèle participant aux rendez-vous annuels, le pays a une fois de plus brillé par la soumission des trois résumés qui ont été sélectionnés et exposés pendant ledit événement.*

**D**eux résumés des participants camerounais ont été exhibés dans la Galerie des Présentations sur Posters, à savoir : (1) « Challenges of Communication Activities during the 2022-2023 LLIN Distribution campaign in Cameroon » de Dr Tabue Raymond (Auteur Principal). Le résumé de Dr Tabué a permis de visualiser les stratégies de communication mises en œuvre par le Cameroun pour assurer la distribution des MILDA en couverture universelle, en même temps qu'il a mis en exergue les contraintes et barrières comportementales qui entravent l'acquisition et l'utilisation régulière des MILDA par les ménages. L'on retiendra de cet article publié à l'International que la principale stratégie de changement social et comportemental durant la campagne de distribution de masse 2022-2023 comprenait des diffusions des messages par les radios communautaires en langues locales, une communication interpersonnelle via des crieurs et les agents de santé communautaires (ASC) et des réunions de plaidoyer en direction des autorités et des leaders. Les efforts de plaidoyer ont réussi à mobiliser les acteurs et les radios au niveau communautaire à amplifier l'impact du message. La communication interpersonnelle s'est avérée être l'approche SBC la plus efficace parmi ces stratégies. En raison des limites de financement, les futures campagnes devraient donner la priorité à la stratégie SBC menée par les crieurs et les ASC, à travers un renforcement des messages porte à porte sur l'utilisation des MILDA.

Pour maximiser l'efficacité de cette approche, les ASC devraient consacrer plus de temps (environ 15 minutes) par ménage pendant la distribution des MILDA et à la communication des messages clés sur leur utilisation. En outre, il est important de comprendre les déterminants sociaux locaux de la non-utilisation des MILDA grâce à des recherches opérationnelles. Ces connaissances sont essentielles pour développer un contenu plus convaincant et spécifique au contexte, susceptible de trouver un écho favorable auprès des populations cibles. (2) Le Cameroun a été honoré de partager avec les autres pays africains, son expérience

en matière de CSC lors de l'introduction du Vaccin antipaludique dans le Programme Elargi de Vaccination de routine. Cette présentation Orale qui délivrée par Mme Valerie AHOUMA ETAMBA a servi de boussole aux pays africains qui s'apprêtaient à introduire le vaccin antipaludique dans la vaccination. Il a mis en évidence les challenges rencontrés dans le cadre des activités CSC en faveur de l'adhérence à un nouveau vaccin ; impliquant des nouvelles sollicitations pour les ménages en vue de préserver les enfants de moins de 2 ans des dangers du paludisme. L'expose a également fourni des actions clés et un canevas d'étapes à mettre en œuvre avant et pendant la campagne pour réussir les interventions de CSC dans le cadre de l'introduction du vaccin antipaludique dans les pays. Le résumé sur "Evaluation des interventions SBC sur l'équité en santé chez les populations marginalisées touchées par le paludisme : Cas des camps de réfugiés de GADO, Est Cameroun", a également fait l'objet d'une présentation par Dr Zouong Winnie Amanda (Auteur Principal), Coordinatrice régionale du GTRLP, Région de l'Est qui a fait la fierté du Cameroun pendant ce grand rendez-vous des professionnels mondiaux de la CSC). En effet, le résumé a mis en exergue l'importance des activités de communication pour le changement de comportement (SBC) dans le camp de réfugiés de GADO, qui ont inclus des séances de sensibilisation, la distribution de matériel éducatif et des interventions personnalisées pour informer les réfugiés sur la prévention et le traitement du paludisme. Les résultats de l'évaluation ont révélé une amélioration significative des connaissances et des pratiques concernant le paludisme, notamment une augmentation de la connaissance des symptômes et des modes de transmission, ainsi qu'une utilisation correcte des moustiquaires imprégnées. Ces résultats soulignent l'impact positif des interventions sur l'équité en santé et la nécessité d'une approche continue pour aider les populations marginalisées, contribuant ainsi à la lutte contre le paludisme au Cameroun.

*Valérie AHOUMA (DCOP-Breakthrough Action Cm)*

## CPS 2024, L'INTERVENTION PORTE CONTINUUELLEMENT DES FRUITS

La chimio prévention du paludisme saisonnier (CPS) administre aux enfants de 3 à 59 mois des médicaments antipaludiques à base de Sulfadoxine-Pyriméthamine (SP) et l'Amodiaquine (AQ), de manière intermittente pendant la saison des pluies, lorsque le risque de transmission du paludisme est le plus élevé. Elle est mise en œuvre dans l'Extrême-nord et le Nord depuis 2016 et vise à maintenir des taux sanguins thérapeutiques pour prévenir les infections palustres durant cette période critique.

Sous recommandation de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), le Cameroun organise depuis 2026 des campagnes CPS ciblant particulièrement les enfants de 03 à 59 mois, plus vulnérables au paludisme. La CPS soutenue par la President's Malaria Initiative (PMI), co-implémentée par l'USAID et les CDC, est la neuvième du genre. Les partenaires locaux d'implémentation incluent SEMBE I (ACMS) dans l'Extrême-nord et SEMBE II (Jhpiego) dans le Nord. Cette campagne complète les autres mesures comme les moustiquaires imprégnées d'insecticide à longue durée d'ac-

tion (MILDA), le vaccin antipaludique et la prise en charge des cas du paludisme. La mise en œuvre de la CPS de l'année 2024 a été particulièrement difficile en raison des inondations dans les régions de l'Extrême-nord. Les pluies torrentielles y ont causé d'importants dégâts rendant difficile l'accès aux zones les plus affectées et la distribution des médicaments aux populations encore plus complexe. A cause de ces pluies, des inondations ont détruit des milliers de maisons et inondé de vastes superficies agricoles, ce qui a nécessité une coordination renforcée pour atteindre les zones les plus affectées.

Région	EXTREME-NORD	NORD	TOTAL
Nombre de District de santé	32	15	47
Nombre d'aires de santé	349	147	496
Population totale	6 559 055	3 318 805	9 877 860
Cible 3-11 mois	227 362	131 225	358 587
Cible 12-59 mois	1 084 449	659 865	1 744 314
Cible 3-59 mois	1 311 811	79 1090	2 102 901

Répartition de la cible CPS 2024

### Impact sur les populations-cibles

**Réduction des cas de paludisme :** Malgré les défis, la campagne a permis de réduire significativement le nombre de cas de paludisme parmi les enfants ciblés. Les données montrent une baisse considérable des hospitalisations liées à cette maladie.

**Modèle pour d'autres pays :** Le succès de la campagne de chimioprévention du paludisme saisonnier (CPS) 2024 au Cameroun est considéré comme un modèle pour d'autres pays africains confrontés aux mêmes défis. L'expérience acquise pourrait être utilisée pour améliorer les stratégies de prévention du paludisme dans la sous-région Afrique centrale.

**Rôle des autorités locales :** Les autorités locales ont joué un rôle primordial dans la gestion des inondations et la distribution des médicaments. Elles ont mis en place des réponses d'urgence, même si elles ont fait face à des défis logistiques majeurs, notamment l'accès difficile aux zones sinistrées. Les efforts de coordination entre les autorités locales et les partenaires humanitaires ont été essentiels pour assurer la distribution des médicaments et fournir une assistance aux populations affectées au cours de la campagne de chimioprévention du paludisme saisonnier (CPS) au cours de l'année 2024.

Région	Cible des enfants de 3-59 mois	Nombre d'enfants ayant participé à 0 cycle	Nombre d'enfants ayant participé à 1 cycle	Nombre d'enfants ayant participé à 2 cycles	Nombre d'enfants ayant participé à 3 cycles	Nombre d'enfants ayant participé à 4 cycles	Nombre d'enfants ayant participé à 5 cycles	Pourcentage des enfants ayant participé à 4 ou 5 cycles
Extrême-Nord	1321982	321	72446	76742	106217	729932	530776	95.4%
Nord	791090	3476	33317	39794	56592	704041	89507	98,9%
Total	2113072	3797	105763	116536	162809	1433973	620283	97.2%

Résultats de la couverture de la CPS par cycle et par région

Dr Junior VOUNDI VOUNDI, MSP Chef Unité Chimioprévention du Paludisme, PNLP

## CPS 2024 : THE HAPPY END

La région de l'Extrême-Nord a tenu le pari pour sa 9e campagne de Chimio prévention du Paludisme saisonnier de juin à octobre 2024 dans les 32 districts de santé fonctionnels que compte la région, avec un taux de couverture générale de 100% pour tous les cycles pour la cible globale de 3 à 59 mois.

Démarrée en juin 2024 avec 25 districts de santé sur les 32 fonctionnels que compte la région, la 9e campagne de chimio prévention du paludisme saisonnier s'est déroulée de juin en octobre 2024. Les sept autres districts de santé ont rejoint les rangs en juillet

2024. Ce décalage de date de démarrage tenait compte de la pluviométrie dans ces zones. Pour réaliser cette 9e campagne, 13 621 acteurs ont été formés et déployés sur le terrain. Il s'agissait notamment de : 3 490 crieurs, 7 984 mobilisateurs-distributeurs/ASCp, 830

superviseurs de proximité, 390 agents de saisie, 349 superviseurs d'aires, 382 points focaux communication, 116 superviseurs de districts, 32 points focaux Pièces justificatives, 32 gestionnaires de données et 16 superviseurs régionaux.

Couverture	Cycle 1	Cycle 2	Cycle 3	Cycle 4	Cycle 5	Moyenne
Cibles 3-59 mois	101,80%	101,20%	99,80%	98,80%	100,50%	100,42%
Nbre d'enfants traités 3-59 mois	981 143	1 327 290	1 265 780	1 309 949	909 694	1 158 771

Résultats clés de la CPS dans la région de l'Extrême-Nord Cmr



En pré-lude à la campagne et dans l'optique de mobiliser tous les acteurs et

les ménages, principales cibles de la campagne, une réunion de plaidoyer niveau régional et 47 réunions de plaidoyers dans les 47 arrondissements que comptent la région de l'Extrême-Nord, ont été organisés pour une mobilisation de plus de 1 235 leaders communautaires. Cette stratégie a permis de renforcer la stratégie leader ménage pour le rappel de la prise des doses J2 et J3. Au terme de la campagne qui visait 1 311 811 enfants âgés de 3-59 mois dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, soit 1 084 449 enfants de 12 à 59 mois et 227 362 enfants de 3 à 11 répartis dans les 32 districts dont 5 en routine et 27 en campagne, les résultats suivants ont été obtenus :

A côté de ces résultats satisfaisants, des difficultés rencontrées par les équipes ont été signalées sur le terrain à plusieurs niveaux :

- **Engagement multisectoriel et communautaire** : on peut relever la faible implication des secteurs connexes et de certains leaders communautaires ;

- **Sensibilisation et mobilisation de la communauté** : la sensibilisation a été fortement impactée du fait de l'inaccessibilité de certaines zones. Par exemple, certains crieurs ont eu du mal à sillonner tous les villages pour le rappel des doses J2 et J3 ;

- **Gestion de la chaîne d'approvisionnement** : les entrepôts et sites de stockage locaux étaient inondés et/ou mal équipés pour protéger les médicaments ; rupture des intrants de PEC des cas pendant la mise en œuvre de la CPS ;

- **Supervision** : le coût du transport a augmenté, rendant difficile le déploiement des superviseurs sur le terrain. Toutefois, les réunions de fin de journée ont permis de faire le point et des recommandations ;

- **Coordination générale** : on a noté la complexité de la coordination multisectorielle

Face à ces défis, les chefs de districts et leurs équipes, sous la supervision du Délégué Régional de la Santé Publique de l'Extrême-Nord et la coordination du Coordonnateur du Groupe Technique Régional Paludisme de la même région, des stratégies de mitigations ont été prises. Entre autres, l'élaboration des plans d'approvisionnement spécifiques pour les périodes de crise, avec des stocks tampons dans des zones stratégiques, l'utilisation des moyens de transport alternatifs (pirogues) etc.

Inès TCHOMAGO, SBC Advisor SEMBE I

## DOSSIER : CPS 2024 : La Success story

## LA CPS AIDE LES FAMILLES A LUTTER CONTRE LE PALUDISME ET A ECONOMISER DE L'ARGENT

« J'avais l'habitude de dépenser 20 000 à 40 000 FCFA à chaque saison des pluies pour soigner mes enfants, qui étaient souvent touchés par le paludisme » (L'histoire d'Oumarou Mamadou ou impact positif du PNLP sur les familles camerounaises)

Oumarou Mamadou, 49 ans, père de sept enfants (quatre garçons et trois filles), vit dans le village d'Ouro Kawobiri avec sa femme Hapsatou Boubakari dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun. Trois de leurs enfants sont éligibles à la campagne

SMC qui vise à fournir un traitement préventif contre le paludisme (médicament SPAQ) aux enfants âgés de 3 à 59 mois pendant la saison des pluies.

Avant d'apprendre l'existence de la campagne CPS, M. Oumarou devait souvent faire face à des dépenses médicales im-

portantes pendant la saison des pluies en raison des cas fréquents de paludisme chez ses enfants. Sa situation a changé lorsque, en écoutant la station de radio communautaire Demsa à Gaschiga, il a entendu une annonce sur la campagne. Par la suite, un crieur local du village l'a



informé du début de la campagne et, peu après, un agent de santé communautaire s'est rendu chez lui pour l'informer de l'importance d'administrer le médicament SPAQ aux enfants âgés de 3 à 59 mois pendant la saison des pluies afin de les protéger du paludisme. **« Depuis que le Mobi-dist a commencé à se rendre chez moi à chaque saison des pluies pour administrer le médicament SPAQ à mes trois enfants, je n'ai plus à courir au centre de santé à chaque fois pour le traitement du paludisme et à dépenser d'énormes sommes d'argent. J'économise l'argent que je dépensais pour soigner mes enfants afin de créer une entreprise pour ma famille. Mes enfants sont forts et en bonne santé. Je m'assure que mes enfants prennent les médicaments SPAQ de manière appropriée. Je leur administre personnellement la deuxième et troisième dose. Je conserve tous leurs carnets de vaccination et j'assure un suivi étroit »**, raconte M. Oumarou.

Il reconnaît que la campagne du SMC a eu un impact sur sa vie et a profité à de nombreuses familles de sa communauté. **« La campagne nous a aidés dans les domaines de l'économie et de la santé. Grâce aux médicaments, nos enfants sont protégés et nous constatons une diminution significative du nombre de décès dus au paludisme »**, affirme-t-il. M. Oumarou conclut en exprimant sa profonde gratitude.

**« Je tiens à exprimer ma profonde gratitude au projet SEMBE II pour cette grande aide. Nous continuons à prier pour que le projet continue à nous aider à prendre soin de nos enfants »**.

L'histoire de M. Oumarou témoigne de l'impact positif des programmes de lutte contre le paludisme de l'USAID sur les familles camerounaises. Grâce à des initiatives telles que le projet SEMBE II, 512 384 ménages ont été touchés par la campagne CPS 2024, et 793 867 enfants ont reçu un traitement. Ces enfants sont protégés contre le paludisme, ce qui améliore leur état de santé et réduit la charge financière des familles.

Le projet SEMBE II est rendu possible grâce au soutien du peuple américain par l'intermédiaire de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), avec un financement de l'Initiative présidentielle américaine contre le paludisme (PMI), mise en œuvre par Jhpiego en partenariat avec le ministère camerounais de la santé publique. Le soutien de l'USAID au projet SEMBE II et à d'autres initiatives de contrôle du paludisme s'inscrit dans le cadre de l'effort plus large du gouvernement américain visant à réduire les maladies et les décès liés au paludisme en Afrique subsaharienne. En s'associant au gouvernement du Cameroun et aux communautés locales, l'USAID contribue à la mise en place de systèmes de santé durables qui protègent les populations vulnérables contre le paludisme et d'autres maladies infectieuses.

*Solange xxxxx, Communication officer, SEMBE 2*

## Nord du Cameroun/SEMBE 2

### 21 MILLIARDS DE FRANCS CFA DU GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS POUR LUTTER CONTRE LE PALUDISME.

Le 2 juillet 2024, le Ministre de la Santé Publique, Dr MANAOUDA Malachie en compagnie de l'ambassadeur des États-Unis au Cameroun, Christopher J. Lamora, a lancé le projet SEMBE II, le Système pour mettre fin au fardeau du paludisme grâce à un engagement significatif pour la région du Nord. Cette cérémonie de lancement a connu la participation d'une bonne frange des partenaires de la lutte contre le paludisme et des as-

sociations locales pour la santé. SEMBE II est financé par un accord de coopération quinquennal de 21 milliards de francs CFA (35 millions de dollars) qui vise à réduire de manière significative la morbidité et la mortalité liées au paludisme. Le projet sera mis en œuvre par un consortium dirigé par JPIEGO, avec Reach Out Cameroon (ROC), le Centre de recherche sur les maladies infectieuses (CRID), Pentecostal Advocates for Socio-Economic Development (PENASED), et e-Health Africa comme sous-bénéficiaires. SEMBE II est financé par l'Initiative du Président des États-Unis pour la lutte contre le paludisme (PMI) par l'intermédiaire de l'Agence des États-Unis pour le développe-



ment international (USAID) et mis en œuvre conjointement avec les Centres américains pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC) dans les 15 districts de santé de la région du Nord du Cameroun.

Dans son allocution, l'ambassadeur Lamora a souligné l'engagement du gouvernement des États-Unis à travailler avec le Programme national de lutte contre le paludisme (PNLP) afin d'éliminer la morbidité et la mortalité liées au paludisme d'ici février 2029 au Cameroun. Il a précisé que le projet SEMBE II est aligné sur le Plan stratégique national de lutte contre le paludisme 2024-2028, la Stratégie nationale de santé communautaire 2021-2025, le Guide pratique pour le suivi de routine et l'amélioration de la qualité de la prise en charge des cas de paludisme 2021, et la Stratégie du secteur de la santé 2016-2027. Le Dr Manaouda Malachie a remercié le gouvernement des États-Unis pour son soutien, soulignant les objectifs du projet qui visent à réduire la morbidité et la mortalité liées au paludisme dans la région du Nord. Il a rappelé l'importance de la collaboration avec les communautés locales pour mettre en œuvre des stratégies durables de prévention et de contrôle du paludisme, réduisant ainsi le fardeau du paludisme et d'autres maladies. Le projet vise également à renforcer le système de santé camerounais et à améliorer les résultats sanitaires en augmentant l'accès et l'utilisation d'un diagnostic de qualité du paludisme, de moustiquaires imprégnées d'insecticide et de services de prévention et de traitement, tant au niveau de la formation sanitaire que de la communauté. Le paludisme reste la maladie endémique la plus répandue au Cameroun, responsable de plus de deux millions de cas déclarés chaque année, entraînant un absentéisme important à l'école et au travail. Dans la région du Nord, la transmission du paludisme atteint son maximum pendant la saison des pluies, les femmes enceintes et les enfants âgés de 6 à 59 mois étant les plus vulnérables. En 2022, le taux de prévalence était de 27,1 %.

L'Initiative du président des États-Unis pour la lutte contre le paludisme, par l'intermédiaire de l'USAID, continuera à travailler avec le ministre de la Santé publique du Cameroun pour promouvoir des solutions locales pour la lutte contre le paludisme. Le gouvernement des États-Unis reste déterminé à collaborer avec le Cameroun pour améliorer la santé de sa population.



quable de 35 % de la mortalité infantile toutes causes confondues.

Ensemble, ils sont descendus sur le terrain et ont observé les méthodes de recherche sur le contrôle des vecteurs afin d'améliorer les efforts de prévention au sein des communautés. La journée a débuté dans le district de santé de Nylon à Douala, où l'équipe PMI/EVOLVE a lancé ses activités dans le quartier Nylon, reconnu pour la forte concentration de moustiques vectoriels. Leur objectif était d'identifier les sites de reproduction des moustiques et de collecter des échantillons pour des analyses ultérieures. À son retour, Mme Ashley White a eu l'opportunité d'assister à un processus essentiel : le tri des moustiques capturés en deux catégories distinctes, à savoir les adultes et les immatures.

Cette classification est cruciale pour comprendre le comportement des moustiques et évaluer leur résistance aux insecticides, ce qui permet aux chercheurs de concevoir des stratégies de prévention du paludisme plus efficaces.

« C'est fantastique de participer à cette activité sur le terrain à l'occasion de la Journée mondiale des moustiques et de constater de mes propres yeux comment les scientifiques étudient le comportement des moustiques », a déclaré la directrice de la branche de l'Ambassade des États-Unis à Douala. « Les connaissances acquises grâce à cette recherche sont indispensables pour renforcer nos efforts continus dans la lutte contre le paludisme et le contrôle des vecteurs ici au Cameroun, » a-t-elle poursuivi.

M. Patchoke Salomon, coordinateur principal de l'étude, a souligné que cette recherche s'inscrit dans une démarche de surveillance entomologique, se concen-

trant spécifiquement sur *Anopheles stephensi*, une espèce de moustique invasive originaire d'Asie et de plus en plus associée à la transmission du paludisme dans les milieux urbains et autres environnements anthropiques.

Les résultats récents du projet PMI EVOLVE ont également révélé des changements dans les habitudes alimentaires des moustiques *Anopheles gambiae*. Traditionnellement nocturnes, ces moustiques commencent maintenant à étendre leurs heures d'alimentation jusque dans les premières heures du matin. Pour faire face à cette évolution, la promotion de l'utilisation régulière de moustiquaires imprégnées d'insecticide (MII) et de pulvérisations résiduelles intérieures (PRI) devient déterminante, notamment durant les heures de jour où les individus peuvent être hors de leurs moustiquaires.

Le projet PMI EVOLVE joue un rôle clé dans le renforcement des efforts de lutte contre le paludisme au Cameroun. Il aide le PMI à planifier, mettre en œuvre et suivre des programmes visant à réduire la transmission du paludisme. De plus, PMI EVOLVE renforce les institutions locales, leur permettant de mettre en œuvre des programmes de contrôle des vecteurs de manière autonome, tout en promouvant l'équité de genre et l'inclusion sociale, ainsi qu'en intégrant le changement climatique dans leur approche.

La Journée mondiale des moustiques rappelle l'importance de la lutte contre le paludisme et met en exergue la nécessité d'une recherche continue, de mesures préventives et d'éducation. Le gouvernement américain demeure engagé à soutenir le gouvernement camerounais dans le financement des activités de contrôle des vecteurs et à autonomiser les communautés pour qu'elles se protègent contre le paludisme.

Ensemble, en s'appuyant sur la recherche, les solutions novatrices et l'engagement des communautés, nous avons la capacité d'accomplir des avancées majeures dans la lutte contre le paludisme et de construire un avenir plus sain pour chacun.

Oumarou NGAMBE

L'Ambassade des États-Unis à Douala s'est joint à l'équipe PMI/EVOLVE pour observer les activités de recherches sur les moustiques dans le cadre des efforts de lutte contre le paludisme

Le 20 août 2024, l'ambassade des États-Unis a célébré la Journée mondiale du moustique à travers des activités dirigées par des chercheurs dévoués du projet de contrôle des vecteurs dans la lutte contre le paludisme, appelé EVOLVE et financé par l'Initiative présidentielle des États-Unis pour la lutte contre le paludisme (PMI). Ashley White, directrice de la branche de l'ambassade des États-Unis à Douala, ainsi que le personnel de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), ont rejoint les chercheurs sur le terrain.

Depuis 2017, le gouvernement des États-Unis a investi plus de 90 milliards de francs CFA (environ 150 millions de dollars) à travers le PMI, en partenariat avec le gouvernement camerounais. Cette collaboration a abouti à une réduction remar-

## CAMPAGNE « ZÉRO PALUDISME, JE M'ENGAGE » : SIX QUE ÇA DURE...

Le 5 juillet 2024 marque le 6e anniversaire du lancement continental de la campagne Zéro paludisme commence par moi, le 2 juillet 2018. Coordinée par le Partenariat RBM pour mettre fin au paludisme et la Commission de l'Union africaine, la campagne opère à trois niveaux - politique, secteur privé et communauté - et a joué un rôle essentiel dans la mise en œuvre du programme de

lutte contre le paludisme, en suscitant l'adhésion de l'ensemble de la société pour atteindre l'objectif de l'élimination en une génération. Depuis son approbation par les chefs d'État de l'Union africaine en 2018, plus de la moitié des États membres ont lancé la campagne au niveau national. Parmi les nombreux autres aspects importants de la campagne, celle-ci nous pousse à nous rappeler dans quelle me-

sure l'élimination du paludisme contribuera à lutter contre des inégalités économiques et sociales plus larges. C'est ce qu'a montré récemment une étude réalisée par Oxford Economic Africa, selon laquelle une réduction de 90 % du fardeau du paludisme d'ici à 2030 pourrait stimuler l'économie des pays endémiques de 142,7 milliards de dollars.



## MÉDIAS CONTRE LE PALUDISME AU CAMEROUN, LES JOURNALISTES À L'ÉCOLE DE LA MULTISECTORIALITÉ

**D**u 25 au 27 septembre 2024, Soa a abrité un atelier de formation des membres du Groupe des médias engagés contre le paludisme. Organisé par l'ONG Impact Santé Afrique en partenariat avec le Ministère de la Communication et le Programme National de Lutte contre le Paludisme (PNLP), l'atelier s'inscrivait dans le cadre de la mise en œuvre de la campagne nationale de plaidoyer « STOP MALARIA » lancée en 2022 sous le Haut parrainage de la Première Dame du Cameroun, Madame Chantal Biya.

À l'instar des deux précédentes formations de novembre 2022 et de septembre 2023, l'atelier de renforcement de capacités en 2024 visait globalement à renforcer l'engagement des médias dans la lutte contre le paludisme. Cet atelier ouvert à une trentaine de journalistes du Groupe des médias engagés contre le paludisme avait pour objectifs d'améliorer l'appropriation de la dimension multisectorielle de la lutte contre le paludisme, et la compréhension du rôle joué par les médias dans l'adoption des comportements favorables à la prévention de la maladie.

Les propos d'Esthelle Cécile NOMO, Déléguée départemental de la Communication de la Mefou-et-Afamba a ouvert le volet protocolaire de l'atelier. Ensuite, s'en est suivie une série des présentations sur la multisectorialité et les enjeux d'implication des médias dans les initiatives de prévention du paludisme. Le Secrétaire permanent adjoint du Programme National de Lutte contre le Paludisme (PNLP), Dr. Jean Fosso, a fait le point de la situation du paludisme au Cameroun en 2023 et des gaps de financement dans sa lutte. Selon les données de sa présentation, les indicateurs, bien que toujours préoccupants, sont en amélioration constante. Le taux de mortalité due au paludisme, a-t-il indiqué, est estimé à 6,3% en 2023, soit une baisse de 4 points comparativement à l'année 2022. Il a par ailleurs insisté sur l'importance du plaidoyer médiatique pour mettre en exergue les enjeux d'une augmentation des ressources nationales pour la lutte contre le paludisme. La deuxième présentation animée par le Dr. Yacoubou du Ministère de la Santé publique, a porté sur le Cadre national multisectoriel de lutte contre le paludisme. Ce document, a-t-il souligné, pose les bases d'une approche multisectorielle pour éradiquer la maladie. Il a déroulé les actions clé que les sectoriels se sont proposés de mettre en œuvre pour renforcer la coordination entre les différents secteurs et accroître l'efficacité de la lutte contre le paludisme.

Pour ce qui est du rôle clé des médias dans le changement social et comportemental, Pr Daniel Anicet Noah, enseignant et chercheur à l'École supérieure des sciences et techniques de l'information et de la communication (ESSTIC), de l'Université de Yaoundé II a saisi l'occasion pour rappeler que les médias sont d'abord des instruments de mise en œuvre d'une vision, avant d'inviter les journalistes du Groupe des médias engagés contre le paludisme au Cameroun à un engagement éditorial dans l'accompagnement des politiques publiques et des initiatives de sensibilisation des populations sur le paludisme.

Jacinte Noussi, cheffe de la Cellule C4D au ministère de la Communication, s'est appesanti sur les déterminants des comportements liés au paludisme. Elle a ressorti quelques chiffres clé liés à la Communication et au rôle des médias,



tirés de l'Enquête des Indicateurs de Paludisme au Cameroun (EIPC) 2022. Les résultats de cette enquête démontrent que la télévision n'est que la troisième source d'information sur le paludisme après l'Agent de santé communautaire et le personnel de Santé. La radio, elle, arrive en cinquième position. Ces données démontrent, a-t-elle expliqué, que la communication officiera une meilleure implication des médias dans la diffusion des messages de prévention contre le paludisme. Les travaux de groupes ont permis aux participants de ressortir les grandes lignes des interventions qu'ils se proposent de mener pour relever en qualité et en qualité le traitement de l'information générale sur le paludisme. Selon les actions proposées, les journalistes en formation ont pris l'engagement de soutenir les efforts de prévention et de marquer un engagement plus affirmé du Groupe des médias dans la lutte contre le paludisme, à travers des gestes symboliques de haute portée pendant la Journée mondiale de lutte contre le paludisme. Les organisateurs de l'atelier ont annoncé que le projet de plan d'actions pour 2025 élaboré par les participants sera au cœur des échanges lors de la prochaine rencontre trimestrielle du Groupe des médias engagés contre le paludisme au Cameroun.

L'atelier s'est achevé par un exercice de simulation de point de presse au cours duquel les journalistes ont posé des questions au Dr. Junior Voundi Voundi, chef de l'Unité chimioprévention du paludisme au PNL. Cet exercice a montré chez les journalistes une meilleure compréhension des enjeux de la lutte contre le paludisme et leur capacité à poser des questions encore plus précises et pertinentes sur la lutte contre la maladie.

Le Groupe des médias engagés contre le paludisme au Cameroun lancé en avril 2022 par l'ONG Impact Santé Afrique, avec l'appui technique du ministère de la Santé publique, du ministère de la Communication et du Programme national de Lutte contre le Paludisme, a pour mandat de relever l'engagement médiatique, soutenir les efforts de plaidoyer et accompagner l'adoption des comportements favorables à la prévention du paludisme.

Ségolène MOUSSALA (Communication Officer, ISA)

## ATELIER :

# UN ATELIER D'ARCHIVAGE POUR RENFORCER LA LUTTE CONTRE LE PALUDISME AU CAMEROUN

Du 24 au 26 septembre 2024, les personnels conjointement du PNLP, du CNLS, du PNLT et de l'UCS-FMP ont assisté au Sindz Hôtel à Yaoundé, à un atelier de formation sur les « Techniques d'archivage physique et électronique »



L'archivage est un ensemble d'actions qui a pour but de garantir l'accessibilité à long terme d'informations (dossiers, documents, données) que l'on doit ou souhaite conserver pour des raisons administratives, juridiques, historiques ou culturelles. Il comprend à la fois des règles (procédures), des compétences et des infrastructures. Faisant partie des fonctions administratives en appui aux missions du PNLP, le processus de mise en place d'un Système d'archivage a été véritablement enclenché en 2017 par la création d'une Unité dans l'organigramme et le recrutement d'un Chef d'Unité. La Politique d'archivage adoptée à cet effet, est mise en place de façon progressive malgré quelques difficultés liées aux ressources nécessaires (Financières, Humaines et Matérielles). La recherche de la célérité, de la pertinence et de la complétude dans les réponses apportées aux diffé-

rentes sollicitations de documents et des pièces (Audits, CONSUPE, Consultations), reste l'objectif majeur de l'Unité Archives et Documentation. En 2024, la Politique d'archivage prend un tournant décisif d'une part, par la nouvelle Vision inspirée par l'UCS-FMP et d'autre part, par la promulgation d'une nouvelle Loi d'archives au Cameroun, le 24 juillet 2024. De la Nouvelle Vision avec L'Unité de Coordination des Subventions du Fonds Mondial de Lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme (UCS-FM) qui a pensé que la problématique d'archivage devrait logiquement être adressée de façon transversale dans les trois Programmes sous financement Fonds Mondial (PNLP, CNLS et PNLT). De ce point de vue, la Politique, les Mesures prises, les Actions menées en archivage devraient désormais être coordonnées et unifiées dans les trois Programmes. Sous la coordination du Coordonnateur de l'UCS-FMP, Dr AJEH Rogers, la supervision du Secrétaire Permanent du PNLP, Dr ATEBA Joël Marcelin, deux sessions de formation ont été fort appréciées par les participants. La formation a été préparée et animée par M. FOUA Patrick, Chef de l'Unité Archives et Documentation au PNLP assisté de Mme DJUFFOUO TATONG Anicelle, Chef de l'Unité Archives et Documentation au CNLS. Avec l'intervention de M. BALLA Henri, Chef de l'Unité Administration et Gestion du Personnel, sur les « Enjeux de l'archivage en Administration »

Foua Patrick  
Chef De L'unité Archives Et Documentation

## CHANGEMENT SOCIAL ET DE COMPORTEMENT :

# CO-CONCEPTION DES OUTILS DE COMMUNICATION INCLUSIFS SUR LE PALUDISME

Du 9 au 31 octobre 2024, l'ONG Impact Santé Afrique (ISA) en appui avec le Programme national de lutte contre le paludisme, le ministère des Affaires sociales et des organisations de la société civile, a organisé dans les districts de santé de la Mifi à l'Ouest, de Doumé à l'Est, de Maroua 3 et Mokolo à l'Extrême-nord, quatre ateliers de co-conception des outils de communication inclusifs faveur de la prise en compte des populations vulnérables dans la lutte contre le paludisme



Tout au long du mois d'octobre, des acteurs communautaires dans chacun des districts ciblés ont été mobilisés trois jours durant pour élaborer des messages, concevoir des outils et identifier des activités de lutte contre le paludisme adaptés aux besoins et aux réalités socioculturelles de certaines couches vulnérables dans ces différentes localités. Il s'est agi spécifiquement des personnes déplacées internes pour la Mifi,


des populations autochtones pour Doumé, des personnes handicapées pour Maroua3 et des réfugiés pour le district de santé de Mokolo.

Plusieurs sessions, interactives et denses, ont ainsi permis aux participants de choisir eux-mêmes une variété d'outils qu'ils ont jugés appropriés pour leur propre sensibilisation sur le paludisme. Cette approche inclusive a débouché sur une dizaine d'affiches, de vidéos, de chansons, de contes, de dépliants, de jeux et de boîtes à images.

Grâce à la diversité des acteurs ayant pris part à ces activités, notamment des agents de santé communautaire, des prestataires de santé, des membres des communautés vulnérables, des leaders communautaires et d'autres organisations de la société civile, cette activité a une fois de plus démontré l'importance d'impliquer les cibles elles-mêmes pour une meilleure contextualisation des stratégies.

Les ateliers de co-conception ont été réalisés en collaboration avec la Fondation Moke dans la Mifi, l'Association au Secours des Orphelins et autres Personnes Vulnérables (ASOPV) à





Doumé, le Centre d'Appui pour le Développement Local et Communautaire (CADELCO) à Maroua 3 et l'Association des Jeunes Réunis pour le Développement du Mayo-Tsanaga (AJE-RED-MT) à Mokolo. Ils s'inscrivent dans le cadre des activités de communication et d'engagement communautaire de l'Initiative « Équité Accès Palu »

